



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Marche Public de Services

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR :

Pouvoir adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de Reims
45 rue Cognacq-Jay – 51092 REIMS CEDEX

Direction Acheteuse

Direction des achats

Pôle investissements, Logistique, Achats et Transition Écologique
Pôle Logistique – Rue Roger Aubry – 51092 REIMS CEDEX

INTITULE DU MARCHE PUBLIC :

Maintenance des matériels de Balisage de l'Hélistation du C.H.U de Reims

PROCEDURE DE PASSATION

Procédure adaptée passée en application des articles L2123-1 et R2123-1 2° du Code de la commande publique

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
1.1 TYPE.....	4
1.2 DESCRIPTION SUCCINCTE.....	4
1.3 ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC.....	4
2.1. FORMES.....	4
2.2 DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	5
2.3 DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
2.3.1 MAINTENANCE PREVENTIVE	5
2.3.2 MAINTENANCE CORRECTIVE	5
2.4. CARACTERISTIQUES DES MATERIELS OU EQUIPEMENTS A ENTRETENIR & A REPARER	5
2.5. LIMITES DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC.....	6
ARTICLE IV – ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
4.1 IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
4.1.1 PARTIES CONTRACTANTES.....	6
4.1.2 DECLARATION DE SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXECUTION	6
4.2. RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES.....	7
4.3. RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE	7
4.4. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	7
ARTICLE V – CONDITIONS D'EXECUTION	8
5.1. MODALITES DE COMMANDE.....	8
5.2. PERIODE D'INTERVENTION & DELAIS D'EXECUTION	8
5.2.1 MAINTENANCE PREVENTIVE	8
5.2.2 MAINTENANCE CORRECTIVE	8
5.3. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	9
ARTICLE VI – OPERATIONS DE VERIFICATION	9
ARTICLE VII – ASSURANCE.....	9
ARTICLE VIII – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	10
8.1. CONTENU ET FORME DES PRIX.....	10
8.1.1. PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	10
8.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE	11
8.1.3 DISPOSITIONS DIVERSES	11
8.2. VARIATION DES PRIX – CHOIX TU TYPE DE VARIATION DES PRIX.....	12

8.2.1. PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	12
8.2.1.A CLAUSE BUTOIR.....	12
8.2.1.B CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	13
8.2.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	13
8.3. OFFRE PROMOTIONNELLE.....	13
ARTICLE IX – REGLEMENT DES COMPTES.....	13
9.1. MODALITES DE FACTURATION.....	13
9.2. DELAI DE PAIEMENT.....	14
9.3. INTERETS MORATOIRES.....	14
ARTICLE X – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
10.1- AVANCE.....	15
10.2. – RETENUE DE GARANTIE.....	15
ARTICLE XI – PENALITES DE RETARD.....	15
11.1. PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	15
11.1.1. DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE.....	15
11.1.2. DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE.....	15
11.2. PENALITES APPLICABLES POUR INDISPONIBILITE DU MATERIEL.....	16
11.3. PENALITES DIVERSES.....	16
11.3.1 PENALITES POUR DEPASSEMENT DU DELAI DE LA PLANIFICATION DES PRESTATIONS (ART 5.1.1 DU CTTT).....	16
11.3.2 PENALITES DUES POUR NOUS RESPECT DES CLAUSES D’EVACUATION ET D’ELIMINATION DES DECHETS (ART 7.14 DU CTTT).....	16
11.3.3. PENALITES DUES POUR LE NON RESPECT DES DELAIS DE REMISE DES RAPPORTS DE VISITE (ART 6 DU CCTP).....	16
ARTICLE XII– RESILIATION DU MARCHE PUBLIC.....	17
ARTICLE XIII – REGLEMENT DES LITIGES – DROIT APPLICABLE.....	17
ARTICLE XIV – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE PUBLIC

1.1 TYPE

☐ Fournitures

☒ Services

☐ Travaux

1.2 DESCRIPTION SUCCINCTE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de définir les prestations à assurer dans le cadre de la maintenance préventive et corrective des matériels de balisage de l'hélistation installés sur le site de l'Hôpital Robert Debré du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

La nature, la description et la périodicité des prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

1.3 ALLOTISSEMENT

Les prestations, objet du présent marché, font l'objet d'un lot unique.

ARTICLE II – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

2.1. FORMES

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique, lequel est exécuté par l'émission des bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire ou multi-attributaires :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et/ou maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum fixé à 80 000.00€ HT.

Ce montant maximum est arrêté pour la durée totale de l'accord-cadre (reconductions éventuelles comprises). Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.2 DUREE DU MARCHE PUBLIC

Le marché est passé pour une période de **12 mois** à compter de la date de réception de la notification du marché. Cette période initiale est reconductible tacitement pour **3 périodes de 12 mois**. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du CHU de Reims décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard deux mois avant la fin de la période concernée.

2.3 DEFINITION DES PRESTATIONS

2.3.1 MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prestations de maintenance préventive ont pour objet de s'assurer que les matériels, équipements ou installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation.

La maintenance préventive consiste à intervenir sur un matériel, un équipement ou une installation avant que celui-ci ne soit défaillant et à donc pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Au cours des visites de vérification périodique et de maintenance préventive, il est procédé aux opérations prévues au CCTP.

2.3.2 MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective consiste à intervenir sur un matériel, équipement et installations une fois que celui-ci est défaillant et à donc pour but la réparation consistant en une remise en état initial de fonctionnement des matériels, équipements et installations à la suite d'une défaillance.

A ce titre, le titulaire doit répondre à toute demande du CHU de Reims. Les interventions sont celles prévues au CCTP.

2.4. CARACTERISTIQUES DES MATERIELS OU EQUIPEMENTS A ENTREtenir & A REPARER

Les types d'appareils à entretenir, leur nombre et leur emplacement sont précisés à la feuille « A » de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Cette liste ne revêt pas un caractère exhaustif.

2.5. LIMITES DES PRESTATIONS

Les prestations sont limitées aux points précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché public.

ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2022)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- Le planning annuel indicatif de réalisation des prestations de maintenance préventive.
- L'offre technique et financière du titulaire

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du CHU de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV – ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 IDENTIFICATION DES PARTIES

4.1.1 PARTIES CONTRACTANTES

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims représenté par sa Directrice Générale

Et

- L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le titulaire* »

Dès la notification du marché public, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilités à la représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, pour les besoins de l'exécution du marché public.

4.1.2 DECLARATION DE SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXECUTION

Dans le cas où la demande est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au CHU ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes verser au sous-traitant ;

- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché public, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché public ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché public, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, ses préposés et éventuels sous-traitants.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

Le Centre Hospitalier Universitaire s'engage à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

4.4. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

ARTICLE V – CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. MODALITES DE COMMANDE

Le marché public s'exécute au moyen de bons de commande. Le bon de commande est communiqué par mail.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire du marché public,
- La référence au présent marché public,
- La désignation des prestations à exécuter,
- Les quantités commandées,
- La date ou les délais et le lieu d'exécution,

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché public. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public.

Toutefois, le Centre Hospitalier Universitaire ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

5.2. PERIODE D'INTERVENTION & DELAIS D'EXECUTION

5.2.1 MAINTENANCE PREVENTIVE

La planification des visites de maintenance préventive sera établie par le titulaire en accord avec le CHU selon les modalités définies à l'article 4.1.3 du CCTP.

5.2.2 MAINTENANCE CORRECTIVE

Les prestations sont exécutées dans les délais fixés à l'article 4.2.3 du CCTP du présent marché public, lesquels dérogent aux stipulations de l'article 3.2.1 du CCAG/FCS.

5.3. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VI – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment même de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise par le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est **de 15 jours** à compter de la mise en service des matériels.

A défaut de décision dans ce délai de **15 jours**, l'admission est réputée acquise.

ARTICLE VII – ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Centre Hospitalier Universitaire, aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels
- D'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE VIII – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

8.1. CONTENU ET FORME DES PRIX

8.1.1. PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prestations de maintenance préventive sont rémunérées par application des prix unitaires forfaitisés définis à l'article 4.1.2 du CCTP du présent marché public et dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Ces prix unitaires forfaitisés comprennent :

- **La main d'œuvre**
- **Les frais de déplacement et de séjour indemnisant notamment :**
 - Les frais inhérents au déplacement :
 - Le temps passé par le technicien (ou par l'ensemble de son équipe) pour se rendre au CHU de Reims
 - Les frais induits par l'usage du véhicule : usure, carburant, péage, frais d'entretien....
 - Les éventuels frais de séjour pour le technicien (ou pour l'ensemble de son équipe) : restauration, hôtellerie....
- **La mise à disposition de l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de la prestation de maintenance préventive et notamment :**
 - Les véhicules,
 - L'outillage,
 - Les protections,
 - Les matériels de télécommunication,
 - Les équipements de manutention,
 - Lampes de balisage,
 - Les échelles, échafaudage, nacelle, plates-formes,

Ces prix unitaires forfaitisés ne comprennent pas ce qui relève de la maintenance corrective, c'est-à-dire :

- La fourniture des pièces, organes ou composants (autres que celle définies au paragraphe précédent) garantis « pièces d'origine » (dans leur emballage d'origine) nécessaire aux réparations, remplacements ou remise en service.
- Toutes prestations et fournitures qui seraient dues à la constatation et à la réparation de dommages ou défauts provoqués par accident, utilisation anormale et, en général, celles consécutives à un incident ou événement imputable à un matériel.

NOTA : Conformément aux termes de l'art. 5.1.2.E du CCTP du présent marché public : le coût de la fourniture et de la pose des petites fournitures et consommables (fusibles, visserie, filerie, produits d'entretien, de nettoyage et de désinfection, etc...) est **à la charge** du titulaire.

8.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

Les prestations de maintenance corrective sur site sont rémunérées par application de prix unitaire et de prix unitaires forfaitisés définis à l'article 4.2.2 du CCTP du présent marché public et dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Concernant le coût de la main d'œuvre :

Ce coût est réglé par application au temps passé du coût horaire précisé dans la feuille E annexée à l'acte d'engagement.

Concernant les frais de séjour et de déplacement :

Ces frais sont réglés selon le forfait par intervention précisé dans la feuille E annexée à l'acte d'engagement.

Le terme « intervention » s'entend comme la remise en service d'un matériel, quel que soit la durée de la prestation et le nombre de déplacement.

Concernant le coût de la fourniture des pièces, organes ou composants, garantis « pièces d'origines » (dans leur emballage d'origine) nécessaire aux réparations, remplacements ou remise en service :

- S'agissant des pièces détachées listées au bordereau des prix unitaires :

Ce cout est réglé par application du coefficient ma orateur indiqué à la feuille E de l'annexe 1 à l'acte d'Engagement et appliqué par le titulaire du marché sur le tarif des pièces détachées pratiqué par son ou ses fournisseurs.

A des fins de vérification, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité à tout moment de demander les tarifs des pièces détachées pratiqués par le(s) fournisseur(s) du titulaire.

Concernant le coût de la fourniture des consommables (fusibles, visserie, filerie, produits d'entretien, de nettoyage et de désinfection, etc...) et l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaire à la bonne exécution de ces prestations (notamment l'outillage, les protections, les matériels de télécommunication, etc....) :

Ce coût est à la charge du titulaire.

8.1.3 DISPOSITIONS DIVERSES

Les prix sont réputés comprendre également, toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

8.2. VARIATION DES PRIX – CHOIX TU TYPE DE VARIATION DES PRIX

8.2.1. PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prix sont révisables par ajustement sur les nouveaux tarifs du titulaire à chaque date d'anniversaire du marché public.

Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire propose ses nouveaux tarifs **au moins un mois** avant la mise en œuvre de la révision. A défaut, de communication des nouveaux prix, les applicables lors de la période précédente sont reconduits.

A l'appui de chaque modification du prix de règlement, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur sa nouvelle proposition et établit la « feuille de calcul et de justification du nouveau prix » qui figure à la feuille D de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

8.2.1.A CLAUSE BUTOIR

Toutefois, les nouveaux tarifs proposés ne pourront pas avoir pour effet de dépasser les prix du marché public dans une proportion qui serait supérieure à l'application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,15 + 0,65 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_o})$$

dans laquelle :

- | | |
|-------------------------------|---|
| ⇒ P | Représente le prix de règlement applicable pour la nouvelle période. |
| ⇒ P_o | Représente le prix de règlement lors de la période écoulée. |
| ⇒ ICHT-IME | Représente l'Indice du coût horaire du travail dans les Industries Mécaniques et Electriques, en base 100 en décembre 2008, publié au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (BOCCRF), dernière valeur connue de l'indice lors de la demande de révision |
| ⇒ ICHT-IME_o | Représente le même indice que ci-dessus mais valeur en vigueur 12 avant mois ICHT-IME défini ci-avant |
| ⇒ FSD2 | Représente l'indice Frais et services divers n° 2, calculé et publié par le MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS. Cet indice est composé de 72% de l'indice EBIQ et correspondant à l'indice du prix à la production dans l'industrie « ensemble énergie, biens intermédiaires et biens d'équipements » de l'INSEE, de 20% de l'indice TCH correspondant à l'indice de prix à la consommation service de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration» de l'INSEE et de 8% de l'indice ICC correspondant à l'indice « coût de la construction » de l'INSEE, dernière valeur connue de l'indice lors de la demande de révision |
| ⇒ FSD2_o | Représente le même indice que ci-dessus, mais valeur en vigueur 12 mois avant FSD2 défini ci-avant |

8.2.1.B CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3% l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché public, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3%.

8.2.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

- S'agissant de la main d'œuvre, forfait de déplacement et de séjour (feuille E de l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement) :
 - Ces couts sont révisés dans les conditions prévues à l'article 8.2.1 supra.
- S'agissant des pièces détachées HORS bordereau des prix unitaires, soit réglées à partir d'un tarif (feuille E de l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement) :
 - Lorsque le tarif du fournisseur du titulaire est modifié en cours d'exécution du marché, le titulaire fournit le nouveau tarif ou un extrait certifié conforme, un mois avant la date d'effet du nouveau tarif.

8.3. OFFRE PROMOTIONNELLE

Le titulaire à la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE IX – REGLEMENT DES COMPTES

9.1. MODALITES DE FACTURATION



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »

<https://chorus-pro.gouv.fr/ccp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception

immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'Etablissement doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique. Les informations concernant le CHU de Reims (SIRET, code CHORUS...) sont données dans l'annexe 1 au présent CCAP.

9.2. DELAI DE PAIEMENT

Le délai maximum de paiement est de 50 jours comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la Commande Publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée, conformément à l'article R2192-15 du Code de la Commande Publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché public à pour conséquence la suspension du délai de paiement, notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés

9.3. INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché public (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE X – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1- AVANCE

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande Publique.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique

10.2. – RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XI – PENALITES DE RETARD

11.1. PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET DE MAINTENANCE CORRECTIVE

11.1.1. DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

En ce qui concerne les prestations de maintenance préventive, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour au cours duquel les prestations devaient être exécutées, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt :

- Une pénalité **de 30€ HT** par jour ouvré de retard et par installation en ce qui concerne les prestations de maintenance préventive.

11.1.2. DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

En ce qui concerne les prestations de maintenance corrective et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FGCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit

nécessaire de procéder à une mise en demeure, à partir de la première heure du dépassement du délai contractuel, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le titulaire encourt :

- Une pénalité de 50€ HT par jour ouvré de retard et par installation en ce qui concerne les prestations de maintenance corrective.

NOTA : Dans le cadre de la maintenance corrective, lorsque le titulaire ne remédie pas à toute insuffisance, défectuosité ou dysfonctionnement signalé, une mise en demeure lui est adressée par le CHU de Reims, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, après un délai de **2 jours ouvrés** suivant la réception de cette mise en demeure, le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations, le CHU de Reims peut lui substituer, à ses frais et risques un intervenant de son choix et résilier le marché public à ses frais et risques.

11.2. PENALITES APPLICABLES POUR INDISPONIBILITE DU MATERIEL

Sauf en cas de force majeure, par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, lorsque la durée d'indisponibilité du matériel fixée dans le CCTP est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 30€ HT par jour ouvré de retard et par installation.

Cette pénalité est cumulaire avec les autres pénalités et notamment avec celle prévue à l'article 11.1.2. ci-avant.

11.3. PENALITES DIVERSES

11.3.1 PENALITES POUR DEPASSEMENT DU DELAI DE LA PLANIFICATION DES PRESTATIONS (ART 5.1.1 DU CCTP)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai limite de production du planning annuel indicatif est dépassé ; le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et dès le premier jour de retard, une pénalité fixée à **30€ HT par jour calendaire de retard**.

11.3.2 PENALITES DUES POUR NON RESPECT DES CLAUSES D'EVACUATION ET D'ELIMINATION DES DECHETS (ART 7.14 DU CCTP)

Dans le cas où des déchets issus des interventions effectuées par le titulaire seraient retrouvés sur le site du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **30€ HT par déchet retrouvé**.

11.3.3. PENALITES DUES POUR LE NON RESPECT DES DELAIS DE REMISE DES RAPPORTS DE VISITE (ART 6 DU CCTP)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais concernant la remise des rapports de visite, définis à l'article 6 du CCTP du présent marché public, ne sont pas

respectés, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de **30€ HT par jour ouvré de retard et par rapport.**

ARTICLE XII– RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

Le marché public peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application des articles 8.2.1.b et 8.2.2 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- Par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :
 - Au débit du titulaire :
 - Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - La valeur, fixée par le marché public et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le Centre Hospitalier Universitaire cède à l'amiable au titulaire ;
 - Le montant des pénalités
 - Au crédit du titulaire :
 - La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du Centre Hospitalier Universitaire telles que le stockage des fournitures.

ARTICLE XIII – REGLEMENT DES LITIGES – DROIT APPLICABLE

En cas de différent, les réclamations sont adressées sous plis recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique – Rue Roger Aubry – 51092 Reims CEDEX

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XIV – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du présent CCAP :

ART. 5.2.2 déroge à l'art. 3.2.1 du CCAG/FCS

ART. 6 déroge aux art. 27.3 et 30.1 du CCAG/FCS

ART.7 déroge à l'art 9.2 du CCAG/FCS

ART.8.2.1.B déroge aux art. 38 et 42 du CCAG/FCS

ART 8.2.2 déroge aux art 38 et 42 du CCAG/FCS

ART. 11.1 déroge aux art. 14.1.1 du CCAG/FCS

ART. 11.2 déroge aux arts 14.2.5 du CCAG/FCS

ART. 11.3 déroge aux art 14.1.1 du CCAG/FCS

ART. 12 déroge aux art. 38, 42 et 43 du CCAG/FCS

Reims, le 25 mars 2025

Pour la Directrice Générale et par
délégation

Le directeur des Achats

David ROZE